



Madame Angela MERKEL
Chancelière de la R.F.A.

Monsieur François HOLLANDE
Président de la République Française

Monsieur Matteo RENZI
Président du Conseil Italien,

Paris, le 18 août 2016

Dans quelques jours, vous allez vous retrouver tous les trois à Ventotene pour préparer ensemble le sommet de Bratislava. Les peuples vous ont porté au pouvoir alors que nos pays traversent des crises et que l'Europe est déstabilisée comme jamais depuis sa création par une succession d'ébranlements depuis 2008 : crise financière, affaiblissement économique, attaques contre l'euro et la Grèce. Et maintenant le terrorisme, qui nous enjoint de nous unir plus profondément pour nous défendre. Les peuples ont peur, veulent plus d'union dans l'action, ne font plus confiance à nos tiraillements égoïstes et se détournent d'un projet qu'ils jugent trop technocratique.

Pour la protection de leur sécurité, les populations attendent que nos frontières extérieures de Schengen soient définitivement et totalement contrôlées afin de préférer la libre circulation dans l'espace sécurisé, au douteux repli national que leur serinent les populistes. Tous les ensembles continentaux ont mis en place des frontières externes soumises à des contrôles très stricts, comme l'Australie ou les Etats-Unis. Nous devons mettre les moyens pour faire de même une fois pour toutes : c'est à ce prix que notre politique d'accueil des malheureux réfugiés et celle de l'immigration économique deviendront acceptables, à l'exemple du Canada notamment, seul moyen de retirer aux ultra-nationalistes l'argument infernal de la stigmatisation des immigrés.

Nos peuples veulent aussi une autre protection : sociale celle-là. Pour cela, nous pensons que deux idées peuvent être efficaces. D'abord, entreprendre la mise en place d'un « serpent fiscal », dont le but est de réduire sur 10 ou 15 ans les écarts de fiscalité créateurs de chômage intra-européen. Pour stabiliser le désordre monétaire il y a 45 ans, cette méthode du « serpent » fut un succès. L'autre très forte demande sociale, c'est de montrer clairement notre volonté de protéger le « capital salarial » comme nous avons su le faire pour le « capital financier » : une manière encourageante d'y répondre serait de proposer que les Etats membres s'engagent à consacrer un pourcentage de leur PIB aux trois devoirs fondamentaux d'un gouvernement que sont la couverture chômage, la couverture santé et les retraites. En particulier, nous vous demandons de proposer, à vos partenaires et aux institutions, la mise en place d'un instrument pour lutter contre le chômage des jeunes et de lancer le projet d'un « revenu minimum de citoyenneté » afin de faire face à la montée de la pauvreté en Europe. Faute de ce geste fort qui n'a que trop tardé, les électeurs se retourneront contre cette machine « ultra-libérale ».

Mais les peuples, spécialement les jeunes, veulent maintenant un projet. L'Europe pour eux ressemble plus à un passé qu'à leur avenir. Notre destin, c'est de détourner le cours si fréquemment tragique de notre Histoire que des assauts de plusieurs natures tentent à nouveau de nous infliger. Relancer sa prospérité économique, maîtriser ses finances, repousser la sinistre tentation du repli national. Et dessiner les axes d'une vaste ambition de coopération avec l'Afrique, ce continent d'espoir, comme le fit Kennedy à destination des jeunes américains en 1960, en créant les « peace corps » qui parcoururent le monde. C'est pourquoi nous attendons de vous trois un acte commun ayant pour but d'ouvrir un grand débat sur l'avenir du projet européen, assorti d'une méthode et d'un calendrier de réalisation.



Par-dessus tout, nous attendons de vous trois une ferme proclamation, sans timidité ni retenue, de notre besoin d'Union. Car nous savons que l'agressivité opportuniste des politiciens anti-européens doit désormais trouver, en face d'elle, une détermination ambitieuse dont les projets doivent balayer les normes et la technocratie de cette Europe à petits pas qui ne résistera pas aux attaques intérieures et extérieures.

Madame la Chancelière et Messieurs les Présidents, vous savez que seule la grande politique infléchit l'Histoire : le moment est donc venu de faire la course en tête, d'inviter à vous rejoindre dans une démarche d'approfondissement politique les dirigeants décidés à braver avec vous les vents mauvais, sur la base du libre choix. Il nous faut une défense extérieure et une sécurité intérieure communes : c'est pourquoi nous exprimons notre soutien total au projet d'un procureur fédéral possédant des compétences précises pour lutter contre le terrorisme et le crime international. Il nous faut aussi une politique économique convergente, financière et monétaire maîtrisées : disons-le, un gouvernement européen de ces domaines, au nombre de pouvoirs limités mais réels, librement consentis par ceux qui savent qu'il n'y aura pas de lendemain paisible sans l'effort d'une totale solidarité. Enfin, pour faire reculer les méfiances, marions davantage les travaux des parlements nationaux et du parlement européen, en organisant dans les Etats membres, des débats d'orientation par commission spécialisée, avant l'étude d'un texte par le parlement de Strasbourg, à qui il faut reconnaître le pouvoir d'initiative législative et fiscal.

Votre réunion est cruciale : non seulement pour que Bratislava n'accouche pas d'une souris, mais parce que la seule façon de faire reculer nos dangereux adversaires anti-européens qui se soucient si peu de la vérité devant l'opinion, c'est d'avancer audacieusement. Que ceux qui prétendent sortir des crises en n'hésitant pas à ajouter chômage et désordre par un isolationnisme suicidaire se démasquent face à la reprise assumée du projet européen. Madame Merkel, Monsieur Hollande, Monsieur Renzi : c'est l'avenir de notre Europe qui gronde sous nos yeux. Son déclin tant annoncé n'est pas fatal si les partisans d'une Union volontaire décident de reprendre la marche de la construction européenne là où les égoïsmes l'ont arrêtée.

C'est dans cet esprit que nous vous prions de croire, Madame la Chancelière fédérale, Monsieur le Président de la République, Monsieur le Président du Conseil, en nos sentiments respectueux.

Jean-Marie Cavada

Président du Mouvement Européen-France
Député européen

Pier-Virgilio Dastoli

Président du Mouvement
Européen-Italie